

Le principal danger au Venezuela

mardi 28 mai 2013, par [ALMEYRA Guillermo](#) (Date de rédaction antérieure : 26 mai 2013).

L'économie vénézuélienne devrait être réorganisée d'urgence et assainie tout simplement parce que, une fois extraits de la production, les barils de pétrole pour la consommation domestique et la partie qui va à l'ALBA et à Petrocaribe, ce qui reste (environ 1 150 000 barils) ne suffit pas pour payer toutes les importations. Cela concerne, en effet, depuis les biens intermédiaires et la technologie pour la production nationale, jusqu'à tous les biens de consommation courante et la nourriture. L'argent du pétrole est utilisé tant pour acheter du whisky, des voitures et des motos importés, afin de payer les dettes à d'autres pays que pour l'importation de papier hygiénique, des serviettes hygiéniques pour les femmes ou tout type de nourriture que le Venezuela pourrait produire mais ne le fait pas parce que les revenus du pétrole découragent les investissements productifs. Le contrôle des changes est partielle et le désordre dans l'économie est liée aux gâchis financiers, à la faible productivité des entreprises d'Etat, au manque de contrôle sur leur fonctionnement et à l'inefficacité, dans de nombreux cas, de leurs gestionnaires .

La pénurie de nourriture et de produits de première nécessité, les coupures continues d'électricité, la corruption et le désordre administratif, ainsi que le niveau élevé de criminalité sont les moteurs de la contestation populaire et vont prendre de l'eau au moulin d'une opposition qui accuse le président Nicolas Maduro de « branché » (c'est-à-dire de-faux socialiste) prétendant poursuivre et mieux l'œuvre de Hugo Chavez, qu'ils ont tenté de renverser avec coup d'Etat en 2002.

Le gouvernement tente en vain de lutter contre le gaspillage, la corruption et l'inefficacité des bureaucrates à l'aide de méthodes bureaucratiques. Le « gouvernement de la rue » consiste à appliquer la même politique décisionnaire et verticale de l'axe de l'appareil d'Etat à l'extérieur des murs des bureaux, mais sans permettre l'information, l'organisation indépendante et la participation dans la définition des options et mesures par les bases Chavistes.

Sous le gouvernement Maduro on continue à croire que celles-ci sont seulement un soutien électoral, une machine à voter et approuver tous les quelques mois ou années les décisions d'une poignée de dirigeants. Le PSUV, quant à lui, n'est ni un parti, ni socialiste, ni uni : il s'agit d'un appareil bureaucratique, sans vie politique interne ni capacité de propositions indépendantes ou de contrôle de l'Etat qui, comme dans toutes économies capitalistes, n'est pas « socialiste » mais doit administrer le fonctionnement du pays en accord avec les règles du marché capitalistes mondial, et du capitalisme financier , et dans sa structure même, se caractérise par son fonctionnement hiérarchique, la défense des intérêts privés et des postes de direction et le secret pour les travailleurs, couplé avec la transparence pour les sociétés et les grandes fortunes. L'armée, bien sûr, n'est pas « socialiste », mais il peut avoir de nombreux nationalistes ou dirigeants nationalistes socialisants mélangés avec les conservateurs. Ainsi, la garantie d'une sortie progressiste de la crise actuelle ne vient pas de l'appareil d'Etat.

Toutefois Maduro croit possible d'éliminer la délinquance en transformant les militaires en policiers, comme l'a fait Calderon au Mexique avec comme résultat d'intégrer le trafic de la drogue dans les forces armées qui aurait du le combattre, détruire leur structure et leur morale, les faire sombrer dans une spirale répressive et sanglante qui les désigne à la haine populaire. Et il croit possible, également, mettre de l'ordre dans l'économie en recourant à la mobilisation constante de ceux qui la désorganisent en contraignant le Venezuela au rôle passif et dépendant d' importateur de

technologies et de produits qui sont payés avec l'exportation de matières premières et qui ne réorganisent pas le pays sur des bases non capitalistes parce qu'ils sont associés aux grandes entreprises et aux importateurs et, par conséquent, n'aspirent même pas à obtenir la sécurité alimentaire en développant la production nationale d'aliments de première nécessité. La réunion de Maduro avec le grand capitaliste Mendoza et le groupe Polar, ainsi que la nomination dans le secteur financier de personnalités en accord avec les monopoles envoient un signal gravissime à la bourgeoisie : comme Cristina Kirchner dans son virage vers les chefs d'entreprise, le gouvernement postchaviste n'a pas comme axe l'approfondissement du processus de transformation sociale mais s'est orienté vers la conciliation et l'alliance entre l'appareil étatique et la grande bourgeoisie vénézuélienne et, par conséquent, vers des mesures qu'ils lui feront perdre l'appui populaire. Tel est le sens de la diminution des salaires réels par la dévaluation récente du bolivar ou de la fin de la gratuité des maisons attribuées ou de beaucoup de subventions. Mais, surtout, c'est le sens de la sourdine imposée aux Communes jamais développées, aux Missions, aux mouvements sociaux, et de la théorie selon laquelle les travailleurs industriels n'ont pas le droit de faire grève parce que, ils sont supposés, être le pouvoir dans l'État puisqu'ils ont voté pour ceux qu'ils gouvernent en leur nom.

Cette politique est naïve et néfaste. La bourgeoisie internationale et vénézuélienne n'acceptera jamais le chavisme des travailleurs, leur mobilisation et leur puissance sociale de veto et l'exemple qu'ils donnent au niveau international. S'ils ne peuvent pas faire un coup d'Etat militaire ils conquerront l'intérieur de l'appareil d'Etat pour faire un « coup blanc » rassemblant derrière la grande bourgeoisie et l'impérialisme tous les bolibourgeois et les corrompus qui ont peur d'un approfondissement social du processus. La criminalité est combattue avec la mobilisation et l'organisation dans les quartiers, de même la spéculation sur les denrées alimentaires et les médicaments, et les entreprises d'Etat inefficaces, avec le contrôle des travailleurs. Seule l'initiative des mouvements sociaux permettra de sauver le Venezuela.

Guillermo Almeyra pour *La Jornada* de México.

P.-S.

* La Jornada. Mexique, le 26 mai 2013.. El Correo. Paris, le 26 mai 2013. : <http://www.elcorreo.eu.org/Le-principal-danger-au-Venezuela>

* Traduit de l'espagnol pour El Correo par : Estelle et Carlos Debiasi